

Des nouvelles d'Italie...

Le résultat des élections à la fin du mois de février 2013 a surpris et rendu très difficile la formation d'un gouvernement stable en Italie. La coalition du PD (Parti Démocrate soi-disant «centre-gauche», mais qui est constitué de quelques catholiques progressistes, d'ex-communistes et de nombreux libéraux de gauche... les pires !) a obtenu la majorité à la Chambre des députés mais n'a pas la majorité au Sénat, où la coalition du PDL (Pôle Des Libertés, la droite et l'extrême droite maintenant alliées sans vergogne) le dépasse en nombre de sièges. Le M5S (Mouvement 5 Etoiles, créé et soutenu, bien que n'étant pas candidat lui-même, par Beppe Grillo, un temps acteur comique devenu aujourd'hui « héros des foules ») s'est affirmé comme un mouvement de rupture, en prenant à la fois des voix à droite et à gauche, devenant ainsi le deuxième parti italien avec 25% des suffrages en faisant campagne sur la dénonciation de la corruption et du clientélisme du système actuel des partis. Monti, le candidat soutenu par l'Église catholique et par les centristes, n'obtient que 10% des suffrages (75% des Italiens sont allés voter), et montre que le Vatican n'est plus un point de référence pour les Italiens. Par ailleurs, même au Vatican, le siège du pape était vacant... tout comme était vacant le siège du président de IOR, la banque du Vatican, sérieusement endettée et sous le contrôle de la JP Morgan, où ses comptes sont bloqués. Les autres partis disparaissent n'ayant pas passer la barrière des 4% à la chambre des députés et des 8% au Sénat.

La loi électorale appelée "Porcellum" (un nom, une garantie!) qui a permis à Berlusconi de régner 17 ans, donne aux directions des partis le pouvoir de nommer qui va au parlement et au sénat ; elle octroie 100 sièges de plus pour la Chambre des députés au parti qui a obtenu le plus de suffrages sur le plan national, alors qu'au Sénat l'octroi de sièges supplémentaires va aux partis qui ont obtenu le plus de suffrages dans chaque région. En conséquence, le parti qui a la majorité des suffrages dans une région très peuplée, peut avoir la majorité au Sénat même s'il n'est pas majoritaire au niveau national. C'est exactement ce qui est arrivé au PDL en Sicile et en Lombardie, qui se retrouve avec plus de sénateurs que le PD, en dépit du fait que le PD est majoritaire au niveau national !

Il y a maintenant 3 groupes politiques qui s'équilibrent et qui ne veulent/peuvent pas faire d'alliance entre eux, ce qui rend impossible la création d'un nouveau gouvernement. De plus, le mandat de 7 ans du président de la République italienne, élu par les 2 chambres, Giorgio Napolitano, expire le 16 mai et c'est lui et lui seul qui peut dissoudre les chambres ou nommer le premier ministre pour former un gouvernement. Mais si aucun gouvernement n'est formé en l'absence de majorité, cela pourrait créer une impasse rendant impossible la nomination d'un nouveau président de la république! Quant à envisager d'autres élections, inutile d'en parler... Le fossé qui s'est ouvert entre les partis politiques et le peuple italien, comme en témoignent l'«exploit» du M5S et cette situation, a des racines profondes.

Un peu d'histoire récente...

Régnait en Italie un vieux nain avec le soutien de l'Eglise pour son anti-communisme mais avec aussi son proxénétisme comme modèle social, ses manœuvres de chantage, ses campagnes d'achat de sénateurs (3 millions d'Euro un sénateur) et de députés. Grâce à ses relations avec la mafia, la Sicile et la Calabre lui ont été «acquises». Son pouvoir sur les médias était devenu

quasiment total à travers la possession de 3 chaînes de télévision, le contrôle de l'ensemble du marché publicitaire sur toutes les chaînes, la possession d'une bonne partie de la presse écrite. Difficile de s'opposer à un personnage aussi puissant dans ce secteur...

Mais après plus de 7 ans de résistance, un mouvement venu d'en bas a réussi à faire voter, en Juin 2011, 57% des Italiens, contre la privatisation de l'eau en Italie voulue par le système économique international libéral et qui était en passe d'être réalisée avec l'accord de l'ensemble des partis politiques.

Le mouvement pour l'eau avait tellement de succès et de popularité qu'à l'annonce du référendum l'IDV (Italie Des Valeurs, parti politique aujourd'hui disparu dans la débâcle électorale et dont le leader était l'ancien magistrat Antonio Di Pietro) a jugé bon d'ajouter deux questions (nucléaire et justice) que la cour constitutionnelle a dû ensuite fusionner à celles sur l'eau du forum italien des mouvements pour l'eau.

Tous les partis, y compris ceux du centre-gauche, espéraient que le quorum ne serait pas atteint dans le but de discréditer ceux qui osaient faire de la politique en dehors d'eux. On assiste alors au blocage de toute information et au silence des médias. Un parti (SEL) avait même parié sur l'échec du référendum et avait présenté au lendemain du vote une motion à la région des Pouilles qui mentionnait l'article 23 bis abrogé la veille ! Il faut rappeler que tous les partis se sont partagés les sièges dans les Conseils d'Administration des sociétés qui gèrent la distribution de l'eau et l'assainissement, en y nommant leurs «affiliés». Mais au lieu de 45, ou même 48%, un signal clair arrive, anti-libéral, minant le système « démocratique » italien et traduisant la méfiance dans les institutions politiques et les partis. 57 % des électeurs italiens vont voter et 96 % votent pour l'abrogation de l'article 23 bis qui obligeait la privatisation des services publics ainsi que pour l'abrogation de l'article qui garantissait la rémunération du capital investi par la facture de l'eau.

En Août 2011, un mois après le référendum, une lettre secrète de la BCE au gouvernement Berlusconi « conseillant » la privatisation des services publics et la réintroduction de l'article 23 bis, est rendue publique. L'article est alors réintroduit par Berlusconi ; il sera supprimé un an après, le 27 Juillet 2012, par la Cour constitutionnelle, de même que toutes les lois et décrets visant à la privatisation que le gouvernement Monti fera voter par la suite. Ce jugement réaffirme qu'il faut respecter la volonté populaire exprimée lors du référendum.

Le 15 Octobre 2011, 700 000 personnes descendent dans la rue à Rome et menacent d'occuper la capitale. Mais la tentative est déjouée par une habile manœuvre des forces de l'ordre qui empêchent l'arrivée de la grande manifestation sur la place centrale de Rome. Gênes 2001 se répète sans mort cette fois... exprimer des opinions contraires devient dangereux... et des boucs émissaires sont punis pour l'exemple.

En Novembre 2011, Berlusconi est affaibli. Il subit de fortes critiques de l'intérieur même de son parti et il démissionne lui et son gouvernement, mais sans indiquer pourquoi ! Pression sur ses ministres ? Menaces d'attaquer ses sociétés en bourse? Eglise catholique arrêtant de soutenir un vieux vicieux qui organise des orgies avec des mineures, et qui plus est clairement lié avec la mafia (son ami et co-fondateur de son parti, Dell'Utri est condamné pour mafia même s'il n'a jamais été un seul jour en prison)? Nombreux procès pour corruption? Toutefois, les procès et les

lois « ad personam » pour en sortir indemne s'étaient multipliés sans effet jusque là et Berlusconi s'appuyait depuis des années sur le chantage, les dépendances, la corruption... Pourquoi est tombé le gouvernement Berlusconi en Novembre 2011? Et puisqu'il n'y avait plus de majorité parlementaire, pourquoi ne pas retourner aux urnes ?

De Jésus Christ 2011 au Père Noël 2012...

Mais voilà que deux jours après arrive Mr. Monti, le Sauveur! Un jour pour le nommer sénateur à vie, un autre pour le nommer premier ministre... Napolitano, le président de la République, fait tout cela tout seul, ce qui n'est possible qu'après un accord tacite de tous les partis. En fait, il se forme une majorité de 92% dans les 2 chambres à l'appui du gouvernement «technique» Monti. Même Mussolini n'avait pas eu une telle majorité en 1936! Le PD est d'accord parce que Berlusconi n'est plus chef du gouvernement et qu'il a donc beaucoup de temps pour préparer les élections et se refaire une santé après la gifle du référendum. Monti fait des choses que le PD veut faire (dans la perspective libérale que le PD poursuit depuis longtemps déjà) mais qu'il ne peut pas faire (supprimer l'article 18 du code du travail pour introduire de la «flexibilité», pacte budgétaire, TAV, etc ...). Le PDL n'a plus l'obligation de faire des réformes impopulaires exigées par la finance internationale mais qui ne rapporte pas d'argent dans la poche de ses élus et de ses électeurs. De plus, le PDL est divisé sur la politique poursuivie et sur les orgies de Berlusconi désormais sur toutes les lèvres. Les petits partis préfèrent s'accrocher au gouvernement « technique », ce qui leur permet d'exister plutôt que d'aller devant les électeurs dans une période de remise en cause de la représentativité des partis. Et tous en cœur approuvent les actes du gouvernement « technique » de manière à pouvoir déclarer plus tard qu'ils ne les ont pas fait eux mêmes. Et tous travaillent à un après-Berlusconi pour les élections législatives de l'année 2013 qui approchent.

Seule La Ligue du Nord, un parti séparatiste xénophobe en Italie du Nord, s'opposera au gouvernement Monti mais sera destabilisé par le scandale des enfants de Bossi, le leader du parti, impliqués dans le vol de la caisse du parti. D'autres scandales éclatent au cours des six premiers mois du nouveau gouvernement. Le trésorier de la Margherita (parti de centre-gauche catholique à l'intérieur du PD, aujourd'hui disparu) s'enfuit avec l'argent du parti. Le «conseiller » Lombardo est accusé d'avoir puisé dans la caisse du PD. Les 2 présidents PDL de 2 grandes régions (Forminconi pour la Lombardie et Polverini pour le Lazio) doivent démissionner pour avoir encaissé des pots de vin.

Mais qui est Monti, le Sauveur que toute l'Europe nous envie, qui a restauré l'honneur de l'Italie, qui est loué par tous, en particulier par un secrétaire d'Etat américain aux finances, un certain Timothy Geithner, son collègue à la Goldman Sachs ? En fait, «le professeur» (Université catholique Bocconi de Milan) est un ultra libéral qui a fait ses classes dans les sociétés Coca-Cola, Fiat, IBM mais surtout dans la banque Goldman Sachs. Il est aussi un participant régulier des réunions Bilderberg. Et en un peu plus d'un an de gouvernement, il fait tout ce que les partis ne veulent/peuvent pas faire, en faveur des banques, des entreprises et des grands groupes financiers.

Bien évidemment, il n'applique pas les résultats du référendum. Il pousse à la privatisation de tous les services publics. Il s'attaque au droit des travailleurs en remodelant l'article 18 du code

du travail. Il fait voter le « fiscal compact ». Il met en œuvre la « spending review » qui réduit considérablement le budget du secteur public. Il réprime les manifestations d'étudiants après avoir réduit leurs bourses. Il supprime même certaines universités. Il veut réduire le nombre de provinces et vend le patrimoine immobilier et foncier de l'Etat. Il continue à acheter les F35 de ses amis d'Amérique du Nord. Il veut la TAV, le train de transport marchandise à grande vitesse entre Turin et Lyon, qui sert seulement, en plus d'endetter les Italiens, à procurer de gros contrats à des entreprises de construction et à faire faire de juteuses opérations financières aux banques. Il salut chaleureusement Marchionne, PDG du Group Fiat, dans les usines du groupe devant des syndicats complaisants (la FIOM, le syndicat majoritaire qui s'est opposée à la direction de Fiat, a littéralement été jetée hors des usines) en disant: «Nos recettes ne sont pas pour des patients malades de coeur», faisant allusion à la prochaine privatisation de la santé en Italie sur le modèle nord-américain.

Pendant ce temps, en Mai 2012, il y a des élections régionales en Sicile suite à la faillite de la région. La mafia sans choix à droite s'abstient (53% d'abstention!). Le Mouvement 5 Etoiles devient le premier parti politique en Sicile. Mais c'est une coalition PD-UDC qui va diriger la région, justement ceux qui ont causé le désastre économique.

A l'approche de la date d'expiration de la législature, Napolitano ne peut plus reculer l'échéance électorale et, en accord avec Monti, cherche à réduire le plus possible la durée de la campagne électorale. La décision est prise d'avoir les élections législatives les 23 et 24 Février... parallèlement au "festival de la chanson italienne de San Remo", très populaire en Italie.

Monti déclare: «il faut continuer le travail de mon gouvernement sinon les sacrifices des Italiens auront été vains», il dicte la route à suivre pour les années à venir et avoue enfin être "libéral". Mais surprise! Le Père Noël Monti, premier ministre sortant dit "technique", annonce le 25 décembre qu'il participera aux élections ; il crée une alliance de partis politiques, le soi-disant centre, clairement catholique qui reçoit derechef l'approbation et la bénédiction du Saint-Siège.

La suite, on la connaît...

